

Façonner la position de l'UE en vue de la Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba

Veiller à ce que l'Europe continue à jouer un rôle clé dans la conduite de l'agenda post -2015.

Hier (26 mai 2015) le Conseil des affaires étrangères a adopté des conclusions sur un nouveau partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015. Les négociations internationales sur le financement futur pour le développement et un agenda post -2015 ont rapidement accéléré le rythme, et les conclusions d'hier représentent une contribution forte et constructive de l'UE aux discussions.

Le monde est arrivé à un moment crucial - les prochains mois détermineront si notre génération réussit ou échoue dans l'éradication de la pauvreté, le partage de la prospérité et l'assurance d'un développement durable. L'UE a joué un rôle important dans l'orientation du débat jusqu'à présent, et continuera de le faire en s'appuyant sur notre réputation de plus grand donateur du monde et de marché le plus ouvert aux exportations des pays en voie de développement et, en particulier, les pays les moins avancés.

Il est prévu que les Chefs d'Etat se rassemblent à New York en Septembre afin de convenir d'un cadre de développement post -2015 qui comprendra de nouveaux objectifs de développement durable (ODD). Ce sera le successeur aux Objectifs du Millénaire pour le Développement qui intégrera également le suivi de la Conférence de Rio +20 sur le développement durable. Nous travaillons à un ensemble ambitieux et complet qui intègre les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable d'une manière équilibrée. Le nouveau programme va nous aider à éradiquer la pauvreté dans toutes ses dimensions - en termes de revenus mais aussi l'accès à la nourriture , l'eau , l'énergie , la santé , l'éducation et la lutte contre les inégalités , notamment l'inégalité entre les sexes et les besoins des personnes en situation de vulnérabilité .

La vision de l'UE pour soutenir ce programme est un nouveau partenariat mondial qui devrait impliquer tous les pays et mobiliser tous les moyens de mise en œuvre.

Nous sommes prêts à jouer notre rôle en apportant notre contribution à la mobilisation des ressources afin de mettre notre programme en pratique. Les conclusions du Conseil réaffirment sans équivoque l'engagement collectif de l'UE à atteindre un niveau d'aide publique au développement (APD) qui représente 0,7 % du revenu national brut (RNB), dans le laps de temps de l' agenda post – 2015, et la nécessité de concentrer ces efforts sur les pays les moins avancés, en atteignant collectivement, dans le court terme, le niveau de 0,15-0,20 % de l'APD/RNB, et le niveau de 0,20 % de l'APD/ RNB dans le laps de temps de l'agenda post – 2015. Les conclusions réitérent également un engagement politique fort de l'UE vis-à-vis de l'Afrique, en vue de convenir d'engagements internationaux importants pour l'Afrique dans le contexte des conférences internationales prévues pour 2015.

Dans quelques semaines, la conférence sur le Financement du Développement à Addis-Abeba fixera un cadre cohérent et de transformation pour la mise en œuvre du nouveau cadre à convenir lors du Sommet à New York. Le résultat des deux conférences aura également un impact sur les discussions sur le changement climatique à Paris à la fin de cette année.

Le résultat de la conférence d'Addis devrait devenir le pilier de la mise en œuvre de l'agenda de développement post -2015. Il devrait mobiliser l'action de tous les pays et des parties prenantes, à tous les niveaux. Pour réaliser un nouveau programme mondial de grande envergure, nous devons tous élever notre niveau d'ambition. Les seuls efforts de l'UE ne suffiront pas; bien que représentant moins de 20% du produit intérieur brut mondial, l'UE

contribue déjà pour plus de la moitié de l'APD mondiale. Tous les pays à revenu élevé (et pas seulement l'UE) doivent aussi s'engager à atteindre un niveau équivalent (0,7 % de l'APD/RNB dans le laps de temps de l'agenda post – 2015), et dans un contexte mondial en mutation, les pays à revenu moyen-supérieur et les économies émergentes doivent également contribuer de manière équivalente pour aider les pays pauvres à atteindre les objectifs communs au niveau international.

Cependant, la question du financement du développement ne peut pas être traitée de façon isolée – il ne s'agit pas simplement de financement par les donateurs. La conférence d'Addis devrait aborder toute la gamme des moyens de mise en œuvre, à commencer par un environnement politique favorable. La bonne gouvernance et des institutions efficaces seront fondamentales pour assurer le progrès et le succès.

Libérer le potentiel du secteur privé est la clé du succès. L'UE a déjà utilisé des outils tels que le blending pour débloquer des investissements avec un volume estimé à 40 Md € de nos pays partenaires - et nous sommes prêts à augmenter de manière substantielle l'impact de notre capacité de subvention

La conférence à Addis devrait donner une impulsion pour plus de coopération avec des institutions financières publiques et privées, des partenariats public-privés et des investisseurs privés dans le domaine du développement. Il convient également de libérer le plein potentiel de la science, de la technologie et de l'innovation.

Dans le même temps, la conférence devrait maintenir l'accent sur la mobilisation des ressources nationales. Mettre en place des systèmes de taxation transparents et efficaces devrait être une priorité pour tous – de même que la lutte contre les flux financiers illicites. L'utilisation efficace des ressources nationales est également un élément clé.

Le commerce est un des moyens les plus puissants à notre disposition pour promouvoir le développement durable et la croissance. L'Union européenne est le premier fournisseur mondial de l'Aide au Commerce, et elle accorde déjà des préférences commerciales unilatérales importantes, en particulier aux pays les plus démunis. L'initiative « tout sauf les armes » donne un accès duty-free au marché de l'UE à tous les produits de tous les pays les moins avancés, à l'exception des armes ou des munitions. Nous aimerions voir tous les pays développés et les économies émergentes avancer dans la même direction.

Nous devons également tirer parti des effets positifs de la migration qui peuvent avoir un impact puissant sur l'éradication de la pauvreté. Et enfin, nous aurons besoin d'un cadre solide pour le contrôle des comptes, la responsabilité financière et le bilan.

Je crois que les conclusions du Conseil d'hier sont une excellente contribution de l'UE à la conférence d'Addis et au-delà. L'UE continuera à jouer un rôle de premier plan en s'assurant d'un ordre du jour ambitieux, de transformation et universel qui offre l'éradication de la pauvreté et le développement durable pour tous, soutenue par des moyens adéquats et crédibles de mise en œuvre.